

leur pays s'ajouter à la richesse de peuples jouissant déjà de standards de vie visiblement plus élevés que les leurs. » Ces révolutions coloniales sont les prolongements inévitables de la Révolution russe qui, elle-même, fut le produit de conditions et de doctrines provenant de la révolution industrielle en Occident.

Bevan souligne que ces révolutions historiquement nécessaires ne peuvent être ni écrasées ni soumises par la famine. Mais « vous pouvez par la famine la réduire à une dictature répressive, vous pouvez l'affamer au point où la logique infernale de l'Etat policier s'en empare ». C'est ce que l'impérialisme occidental a fait à la Révolution russe et ce qu'il essaie de répéter à l'égard de la Chine nouvelle.

Il est en faveur de l'amitié pour la Chine de Mao et sa reconnaissance. Mais il ne condamne nullement la participation britannique à la guerre de Corée ni ne propose de retirer les troupes de Malaisie et du Moyen-Orient ni même d'abandonner Hong-Kong. Il répugne à renoncer à d'autres possessions de la couronne britannique et préconise la remise graduelle de l'autonomie gouvernementale et d'une liberté éventuelle aux colonies, au lieu d'une indépendance immédiate.

Mr. Bevan n'est pas de ces farouches ennemis des soviets qu'on trouve dans l'aile proaméricaine de la social-démocratie. Il fait quelques observations avisées sur l'Union soviétique et la politique de ses dirigeants. « Quand l'ouvrier soviétique d'aujourd'hui compare son sort à celui de ses parents, il a la notion d'un élargissement et non d'une restriction... C'est n'avoir pas de sens historique que d'attendre de lui une autre opinion que la société soviétique l'a élevée à de plus hauts niveaux de possibilités et de culture... Son soutien du régime soviétique repose sur sa propre connaissance que tout autour de lui se construit le cadre d'une communauté industrielle moderne, qu'il aide à la construire, et qu'entre temps sa vie s'améliore sensiblement bien que lentement. »

Il pense que l'industrialisation même tendra à amener les ouvriers, les techniciens et les paysans soviétiques en conflit avec l'Etat policier de Staline. « La combinaison de l'importance économique et du néant politique ne peut durer. Ils ne l'ont pas fait jusqu'à maintenant, et il n'y a aucune raison de supposer qu'il en sera autrement dans le système soviétique. Les tentatives désespérées des dirigeants soviétiques pour s'isoler du reste du monde en sont une preuve. » Il voit dans l'expansion du Kremlin en Europe orientale une source ultime de faiblesse plutôt que de force permanente et il prédit que « la Chine aura son tour ensuite » après la Yougoslavie dans la rupture avec Moscou afin d'assurer un espace libre pour un plein et libre développement de sa révolution.

En politique intérieure le livre de Bevan contient de nombreuses propositions progressives. Il défend brillamment le

Service national de santé, auquel il s'identifie, contre les attaques des Tories. Il recommande qu'à la fois les salaires et les bénéfices sociaux soient automatiquement augmentés au fur et à mesure que s'élève le coût de la vie afin de combattre l'inflation inspirée par le capitalisme. Il préconise « un large prélèvement sur le capital » pour atteindre les gros fraudeurs du fisc et diminuer les inégalités sociales.

Il consacre une partie importante du livre aux dangers des conseils d'administration bureaucratiques dans les industries nationalisées et propose que soient faits des pas vers la démocratisation de leur gestion et de leur direction. Sur la base des expériences du L.P. au gouvernement et de ses aperçus de l'économie nationale, il fait de nombreux commentaires pertinents sur la décadence désespérée du capitalisme britannique et l'incapacité du système du profit à organiser et accroître la production.

Bien qu'il reste un avocat d'une « économie mixte » où l'entreprise privée concurrence les industries nationalisées, il veut subordonner l'entreprise privée à la propriété publique et procéder à de nouvelles nationalisations. Ceci concorde avec la position prise par le récent Congrès des Trade-Union contre l'opposition de l'aile droite.

A la lumière du mouvement pour les salaires qui se développe contre le gouvernement Churchill et les patrons, il est significatif que Bevan accorde une place considérable à une argumentation contre l'action industrielle (les luttes grévistes notamment) pour parvenir à des fins politiques. Il cite les échecs de 1919 et de 1926 pour décourager l'emploi de l'arme de la grève générale. Il prétend que des grèves de cette ampleur posent le problème du pouvoir à la classe ouvrière, et qu'elle ne peut pas et ne doit pas prendre le pouvoir de cette façon.

Le thème principal de son livre est que les travailleurs peuvent prendre le pouvoir et réaliser le socialisme en Grande-Bretagne non par l'action industrielle et des grèves générales mais seulement par l'action et l'organisation politiques et par des moyens parlementaires. Il se présente comme le champion d'un « parlementarisme dynamique » qui révolutionnera l'Angleterre capitaliste par des voies purement constitutionnelles, pacifiques et démocratiques.

Bevan idéalise grossièrement la démocratie anglaise telle qu'elle existe aujourd'hui. Il dit que la démocratie y a mûri depuis 1929 quand tout être âgé de plus de 21 ans reçut le droit de vote. Il glisse sur le caractère imparfaitement représentatif de la Chambre des Communes elle-même, les effets politiques de la puissance économique du grand capital et la tyrannie exercée par Londres. Il oublie dans la structure gouvernementale des bagatelles antidémocratiques telles que la monarchie, la Chambre des Lords, l'Eglise officielle,